

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1371

12 mai 2016

### SOMMAIRE

7Miglia S.A. ....	65768	MPK Invest S.à r.l. ....	65770
Acqua Marcia International S.A. ....	65767	Multimagine SA ....	65772
Advantage Financial S.A. ....	65808	North Investment Protected Note Issuer ....	65762
A Finans S.à r.l. ....	65807	Oliam S.A. ....	65786
Aischener Stuff S.à r.l. ....	65766	Pallhuber Holding S.à r.l. ....	65772
Altima Africa Luxco S.à r.l. ....	65765	Placolux S.A. ....	65770
Anga S.A. ....	65766	Poppediño S.A. ....	65766
Domus Area S.A. ....	65771	Queensgate Carry Partner ....	65808
DragonWave Inc. - Luxembourg Branch ....	65771	Regency United S.A. SPF ....	65768
DragonWave S.à r.l. ....	65771	Rossini Lux Fund ....	65770
ECO Luxembourg S.à r.l. ....	65767	Selmira S.A. ....	65769
E.G.L. (Elektro Grousshandel Letzebuerg) S.A. ....	65771	SFDC Luxembourg ....	65764
Equity Solutions Europe 1 S.C.A. ....	65803	Shandella SPF ....	65767
Espace & Formes s.à r.l. ....	65769	Sideralloys S.A. ....	65765
Expertises et Développements Publics S.A. ....	65768	Silver Holdings S.A. ....	65786
FMC Technologies Energy S.C.S. ....	65768	Société Familiale d'Investissements ....	65808
Genefin S.A. ....	65765	Société Immobilière New South S.A. ....	65807
Interteil Investissements S.A. ....	65767	Sofina Private Equity S.C.A., SICAR ....	65769
Ivaldi Master SICAV-FIS ....	65806	Sopico S.à r.l. ....	65763
L.T.T. Holding S.A. ....	65764	Sotranscom S.à r.l. ....	65771
Luxallim S.A. ....	65763	Swiss Life Funds (Lux) ....	65769
LUXFER - Industriehallenbau S.A. ....	65762	TI Développement S.A. ....	65770
Lux-Protect Fund ....	65762	Universal Invest ....	65764
M7 Group S.A. ....	65800	Valadeo Russie Groupe Adeo S.C.A. ....	65766
		Volte S.A. ....	65808

**North Investment Protected Note Issuer, Société Anonyme (en liquidation).**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.925.

Conformément aux dispositions de l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, nous avons l'honneur d'informer les obligataires qu'une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES OBLIGATAIRES**

de la Société se tiendra le *06 juin 2016* à 11h00, heure locale, au siège social de la Société, L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, Forum Royal, 2<sup>ème</sup> étage, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Prorogation du terme des échéances des emprunts obligataires en cours
2. Consolidation des emprunts émis en \$ (USD)
3. Modification des taux d'intérêts des emprunts obligataires en cours
4. Traitement des intérêts échus et à échoir
5. Divers

Les documents et informations relatifs à l'ordre du jour de ladite assemblée générale, et qui doivent être communiqués aux obligataires, sont disponibles au siège social de la Société. Chaque obligataire, sur production de son certificat, peut obtenir les jours ouvrables entre le 23/05/2016 et le 06/06/2016, gratuitement, copies des documents et informations dans les conditions légales applicables.

Les obligataires sont invités à participer à l'assemblée et à procéder au vote.

Les obligataires peuvent mandater par écrit une autre personne pour les représenter à l'assemblée et voter en leur nom. Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un obligataire de la Société.

Pour être valables, les procurations doivent arriver au siège social de la Société au plus tard le 03/06/2016.

Référence de publication: 2016105505/26.

---

**LUXFER - Industriehallenbau S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 9.821.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held on *May 31<sup>st</sup>, 2016* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31<sup>st</sup>, 2015
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2016106502/795/16.

---

**Lux-Protect Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 110.989.

Le présent avis annule et remplace l'avis de convocation de la Société paru le 7 mai 2016 dans le Luxemburger Wort. En raison d'un défaut de publication par le Tageblatt, la date de la seconde Assemblée Générale Extraordinaire de LUX-PROTECT FUND ne se tiendra pas le 8 juin 2016 tel qu'initialement prévu dans le projet de fusion du 9 mars 2016, mais sera reportée à la date du 15 juin 2016. Toutes autres dispositions et conditions du projet de fusion demeureront pleinement applicables.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 4 mai 2016 n'ayant pu délibérer sur les points à l'ordre du jour faute de quorum de présence, les actionnaires sont donc convoqués à la seconde

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 15 juin 2016 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*ORDRE DU JOUR:*

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-PROTECT FUND 1 à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY LOW VOLATILITY, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-PROTECT FUND 1 dans le compartiment LUX-EQUITY LOW VOLATILITY avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
  - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
  - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
3. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
4. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2016.
5. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2016; affectation des résultats.
6. Décharge aux administrateurs.
7. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2016106503/755/41.

---

**Luxallim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 136.047.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUXALLIM S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi, 20 mai 2016 à 14.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2015.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016103831/750/15.

---

**Sopico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 24.789,35.**

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 36.345.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art. 81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085533/10.

(160052676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**L.T.T. Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 67.920.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *20 mai 2016* à 15 heures dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la nomination par cooptation d'un nouvel Administrateur;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2015;
4. Affectation du résultat;
5. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
6. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. Réélections statutaires;
8. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100767/322/20.

---

**SFDC Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 374.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 104.269.

- Il est pris bonne note du changement d'adresse de Monsieur JoseLuiz Moura Neto, gérant de classe A de la société SFDC Luxembourg qui est la suivante:

Flat 4

45 Tabernacle Street

London EC2A 4AA

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016073700/14.

(160037800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Universal Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 47.025.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav UNIVERSAL INVEST à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi *1<sup>er</sup> juin 2016* à 14 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2016
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice se clôturant au 31 mars 2016
4. Election des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises
5. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui souhaitent prendre part à cette Assemblée doivent faire connaître à la Société leur intention d'y participer au plus tard cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016106504/755/20.

---

**Sideralloys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 157.231.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

to be exceptionally held at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen on *May 30<sup>th</sup>, 2016* at 4 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

- Statement and approval of the postponement of the date of the Ordinary General Meeting dealing with the approval of the annual accounts of the Company as at December 31<sup>st</sup>, 2014.
- Presentation and approval of the statutory auditor's report related to the financial year ending on December 31<sup>st</sup>, 2014.
- Approval of the balance sheet as at December 31<sup>st</sup>, 2014 and the profit and loss account related to it; allocation of the result.
- Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the execution of their mandate during the financial year ending on December 31<sup>st</sup>, 2014.
- Renewal of the Director's and Statutory Auditor's mandates.
- Any other business.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2016103850/21.

---

**Genefin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 141.000.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le *25 mai 2016* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016099321/10/20.

---

**Altima Africa Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 130.000,00.**

Siège social: L-2453 LuxembourgLuxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 151.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Sophie Zintzen

*Mandataire*

Référence de publication: 2016085642/13.

(160053565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Valadeo Russie Groupe Adeo S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 192.149.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 25 mai 2016 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen du rapport de gestion du gérant.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2015.
4. Décharge au gérant quant à l'exercice sous revue.
5. Nomination d'un nouveau membre du conseil de surveillance de la société, Monsieur Cristian MARINELLI, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2017, en lieu et place de Monsieur Jean-Marc HUPE.
6. Divers.

*Le gérant*

Référence de publication: 2016100168/19.

---

**Anga S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 177.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085678/9.

(160053876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Aischener Stuff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8466 Eischen, 29, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 90.747.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085668/9.

(160053148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Poppediño S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.081.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE**

qui aura lieu mercredi 25 mai 2016 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100773/1267/17.

---

**Shandella SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 183.302.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 24 mai 2016 à 15:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100774/1267/16.

**Acqua Marcia International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 132.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACQUA MARCIA INTERNATIONAL SA

Claude Geiben / Camillo Bellavista Caltagirone

Référence de publication: 2016085658/11.

(160053295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

**ECO Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085799/10.

(160053319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

**Interteil Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.970.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 25 mai 2016 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100775/1267/17.

**Regency United S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 186.671.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 24 mai 2016 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100777/1267/16.

---

**FMC Technologies Energy S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 167.887.

*Rectificatif au dépôt L150150090 déposé auprès du RCS Luxembourg en date du 12 août 2015*

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085836/11.

(160053842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**7Miglia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.077.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 25 mai 2016 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes..
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016100778/1267/17.

---

**E.D.P. S.A., Expertises et Développements Publics S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3391 Peppange, 1, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 94.456.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085823/10.

(160053376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---



**Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi, 20 mai 2016 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2015.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016103836/750/15.

---

**Swiss Life Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 69.186.

*Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 28 avril 2016*

En date du 28 avril 2016, le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016, le siège social de la Société du 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg au:

- 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Swiss Life Funds (LUX)

Signature

Référence de publication: 2016102560/15.

(160073964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

---

**Sofina Private Equity S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 125.935.

Constituée par acte du 05 avril 2007, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial, du 10 mai 2007, n° 836 modifié par acte du 20 décembre 2007, 15 janvier 2008, 04 juin 2009, 26 novembre 2009 publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial, du 1<sup>er</sup> février 2008, n° 270, du 04 juillet 2009 n° 1289, 06 juillet 2009 n° 1298, 21 janvier 2010 n° 126, 16 février 2012 n° 418 et le 17 avril 2012 n° 989.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale tenue en date du 26 février 2016*

L'Assemblée réélit, en qualité de Réviseur d'entreprises, pour un terme d'un an, la société Mazars Luxembourg S.A., réviseur agréé, 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg.

Référence de publication: 2016073710/15.

(160037673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Espace & Formes s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1328 Luxembourg, 24, rue Charlemagne.  
R.C.S. Luxembourg B 151.737.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084762/9.

(160052349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

---

**Placolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.  
R.C.S. Luxembourg B 109.042.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Huldange, le mardi 29 mars 2016.

Fiduciaire SMGR Steuerberatungs-und Treuhandgesellschaft P.G.m.b.H.

Signature

Référence de publication: 2016086121/12.

(160053329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Rossini Lux Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de ROSSINI LUX FUND (modifié) au 26 avril 2016 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.

Mr. Massimo Torchiana

*Director & Co- General Manager*

Référence de publication: 2016101939/11.

(160073047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

---

**TI Développement S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 1.000.032,00.**

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.  
R.C.S. Luxembourg B 195.154.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 19 janvier 2016*

*Première résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide de remplacer la société coopérative PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au L- 2182 Luxembourg, 2 rue Gerhard Mercator, R.C.S. Luxembourg B65477 par FIN-CONTROLE SA, ayant son siège social 12, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B42230, en tant que commissaire aux comptes pour la période expirant à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice social clôturant le 31 décembre 2015.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires nomme la société coopérative PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au L - 2182 Luxembourg, 2 rue Gerhard Mercator, R.C.S. Luxembourg B65477, en tant que Réviseur d'entreprises agréé des comptes consolidés pour la période expirant à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice clôturant le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016073743/21.

(160037987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**MPK Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2159 Luxembourg, 4, rue de Mondorf.  
R.C.S. Luxembourg B 179.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, RUE DE BITBOURG L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2016086060/10.

(160053772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**DragonWave Inc. - Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2267 Luxembourg, 18, rue d'Orange.

R.C.S. Luxembourg B 167.692.

Par la présente, je vous présente ma démission avec effet au 29 février 2016 du mandat de représentant permanent de votre succursale que vous avez bien voulu me confier.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Steeve Simonetti.

Référence de publication: 2016073364/10.

(160037366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**DragonWave S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2267 Luxembourg, 18, rue d'Orange.

R.C.S. Luxembourg B 164.312.

Par la présente, je démissionne de mon mandat de gérant de la société Dragonwave sarl (RCS B164312) avec effet au 31 mars 2016.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Philippe Bruneton.

Référence de publication: 2016073365/10.

(160037675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Domus Area S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 128.828.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 février 2016.*

Ratification de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammédia (Algérie), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ démissionnaire avec effet au 21 mai 2015.

*Pour la société*

DOMUS AREA S.A.

Référence de publication: 2016073368/13.

(160037653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**E.G.L. (Elektro Grousshandel Letzebuerg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 82.967.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016073372/10.

(160038362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---

**Sotranscom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9-11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 87.183.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016084995/11.

(160052161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

---

**Multimagine SA, Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 108.145.

La société A & H Services sa, siégeant au 15, Avenue Lou Hemmer à L-5627 Mondorf-les-Bains, enregistrée au registre des Commerces et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B-119225 dénoncé en qualité de domiciliataire, la société Multimagine sa., 15, Avenue Lou Hemmer, L-5627 Mondorf-les-Bains, enregistrée au Registre des Commerces et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B-1081459 et ce à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016.

Fait en 3 originaux à Mondorf-les-Bains, le 29 février 2016.

A & H Services sa.

Herman SWANNET

Référence de publication: 2016072964/13.

(160036831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

**Pallhuber Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 121.586.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-first day of April, before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

## THERE APPEARS:

(1) The board of managers of Pallhuber Holding S.à r.l., a private limited liability company, (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés) under registration number B 121586 (the Absorbing Company),

hereby represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of resolutions of the board of managers of the Absorbing Company dated 25 January 2016;

AND

(2) The management of Pallhuber Deutschland Holding GmbH, a German limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), governed by the laws of Germany, with registered office at Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Germany, and registered with the Commercial Register (Handelsregister) of the local court of Munich under registration number HRB 195664 (the Absorbed Company and, together with the Absorbing Company, the Merging Companies).

hereby represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney granted by the management of the Absorbed Company dated 22 January 2016.

A copy of (i) the resolutions of the board of managers of the Absorbing Company, and (ii) the power of attorney granted by the Absorbed Company, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party requests the undersigned notary to record the following common merger plan (the Merger Plan), drawn-up by the management bodies of the Merging Companies in accordance with section XIV (Mergers) of the Luxembourg act of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, (the Companies Act), sections 122a and seq. of the German Transformation Act (UmwG), and the legal requirements of the directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of October 26, 2005 on cross-border mergers.

**1. Merging companies.**

1.1 The Absorbing Company is a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés) under registration number B 121586.

1.2 The Absorbed Company is a German limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), governed by the laws of Germany, with registered office at Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Germany, and registered with the Commercial Register (Handelsregister) of the local court of Munich under registration number HRB 195664.

1.3 The share capital of the Absorbed Company amounts to EUR 31,500 and is fully paid in.

1.4 The Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Company holding all the 31,500 existing shares in the Absorbed Company, having a nominal value of EUR 1.00 each.

1.5 The share capital of the Absorbing Company amounts to EUR 20,000 represented by 20,000 shares having a nominal value of EUR 1.00 each, and is fully paid in. Pallhuber Fine Wines Ltd. is the sole shareholder of the Absorbing Company.

1.6 The articles of association of the Absorbing Company as of the date of the Merger Plan shall remain attached to the present Merger Plan as Annex 1.6. The articles of association of the Absorbing Company will not be changed in the course of the merger.

1.7 The Merging Companies do neither have employees, nor employee representation bodies.

## **2. Merger and transfer of assets and liabilities.**

2.1 The merger shall be consummated pursuant to sections 122a and seq. of the UmwG, the provisions of section XIV of the Companies Act, and the legal requirements of the directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of October 26,2005 on cross-border mergers.

2.2 According to sections 122a (2), 2 no. 1 UmwG and article 257 and 274 of the Companies Act, all assets and liabilities of the Absorbed Company (Vermögen als Ganzes), with all rights and obligations attached thereto, will be transferred by way of universal succession in title (Gesamtrechtsnachfolge) to the Absorbing Company under dissolution without liquidation of the Absorbed Company (merger by means of absorption (Verschmelzung durch Aufnahme)) (the Merger).

## **3. Closing balance, Effective date.**

3.1 The Merger is based on balance sheets of the Merging Companies as of 31 December 2015 (24:00 hours). The respective balance sheet of the Absorbed Company is its closing balance sheet. In accordance with the provisions of article 267(1) of the Companies Act, the Merging Companies have expressly waived the requirement to prepare interim accounts of the Merging Companies for the purpose of the Merger.

3.2 The transfer of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company shall take effect for accounting, book keeping and tax purposes on 1 January 2016 (00:00 hours). As from 1 January 2016 (00:00 hours) on, all actions and transactions of the Absorbed Company shall be deemed to have been taken, concluded and executed for the account of the Absorbing Company for accounting and book keeping purposes. The aforementioned take-over and transfers will become legally effective in rem upon the Merger becoming effective as set forth in section 10 of the present Merger Plan.

3.3 A Merger audit and a Merger audit report are not required pursuant to sections 122f (1), 9 (2), 12 (3), 8 (3) UmwG and pursuant to article 278 of the Companies Act. In accordance with the provisions of article 265(3) of the Companies Act, the Merging Companies have expressly waived the requirement for the Absorbing Company to draw-up a detailed report setting out the legal and economic grounds for the Merger.

3.4 The sole shareholder of the Absorbing Company and the Absorbing Company as the sole shareholder of the Absorbed Company have, one month before the date of the general meeting of the Absorbing Company deciding on the Merger (article 267 (1) of the Companies Act), access at the registered offices of the Merging Companies to all documents listed in article 267 (1) (a), (b) and (d) of the Companies Act, and may obtain copies thereof, free of charge.

**4. Evaluation of the assets and liabilities.** The Absorbing Company will assume the assets and liabilities which will be transferred from the Absorbed Company to the Absorbing Company by way of the Merger at going-concern value and record such assets and liabilities in its financial statements accordingly.

## **5. Consideration, Cash compensation.**

5.1 As the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Company, the Merger is consummated without consideration. The Merger takes place without an increase of the share capital of the Absorbing Company. Furthermore, in accordance with Section 122c (3) UmwG, no details pursuant to Section 122c (2) no. 2, no. 3 and no. 5 UmwG regarding the exchange of shares are required to be set forth in the Merger Plan.

5.2 A cash compensation offer pursuant to section 122i (1) UmwG is not made and not required to be made as the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Company and therefore a resolution of the shareholders of the Absorbed Company is not required. A cash compensation (soulte) pursuant to article 259 of the Companies Act is not paid.

## **6. Special rights and benefits.**

6.1 Neither in the Absorbed Company nor in the Absorbing Company there are shareholders with special rights (Sonderrechte) or holders of securities other than shares. Therefore, no rights pursuant to section 122c (2) no. 7 UmwG or article 261 (2) (f) of the Companies Act are granted to any such shareholders or persons, nor are any special measures intended or taken for such persons.

6.2 No special benefits pursuant to section 122c (2) no. 8 UmwG or article 261 (2) (g) of the Companies Act have been granted to experts who examine the Merger Plan or to members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies and no such benefits will be granted in connection with the Merger.

## **7. Arrangements for the determination of employee participation rights.**

7.1 As none of the Merging Companies is subject to national rules concerning employee participation in the member state of the European Union where it has its registered office, no employee participation arrangements as referred to in article 261 (4) (c) of the Companies Act have to be made.

7.2 Arrangements for employee participation as provided for under sections 6 et seq. of the Act on Employee Participation in case of Cross-Border Mergers (Gesetz über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden

Verschmelzung) (the MgVG) are not required, as the Absorbing Company will not be subject to the German employee participation system after the Merger (section 3(1) MgVG).

7.3 In any event a procedure for rules of the details of the participation of the employees in connection with the determination with their participation rights has not been made (section 122c (2) no. 10 UmwG, article 261 (4) c) of the Companies Act as none of the Merging Companies has any employees.

#### **8. Expected effects of the merger on employment.**

8.1 The Merger has, neither with respect to the Absorbing Company, nor with respect to the Absorbed Company effects on employment. Neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have employees. There are no works councils nor co-determined supervisory boards at the level of either the Absorbing Company or the Absorbed Company.

8.2 The board of managers of the Absorbing Company currently consists of two (2) managers being Mrs Caroline Hartmann and Mr Frank Matthias Przygodda. It is not intended to change the composition of the management of the Absorbing Company in connection with the Merger.

#### **9. Corporate approval.**

9.1 Pursuant to article 263 (1) of the Companies Act, the Merger shall be approved by the general meeting of the Absorbing Company.

9.2 As the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Company, a resolution of the shareholders' meeting of the Absorbed Company is not required pursuant to section 122g (2) UmwG and article 279 (2) of the Companies Act.

**10. Effectiveness.** The Merger will become effective as of the day of the publication of the resolutions of the general meeting of the Absorbing Company approving the Merger in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés Associations).

#### **11. Miscellaneous.**

11.1 The Absorbed Company does not own real estate.

11.2 All costs, expenses, taxes and charges related to the Merger and its implementation shall be borne by the Absorbing Company.

11.3 The books and records of the Absorbed Company will be held at the registered office of the Absorbing Company for the period legally prescribed.

11.4 If any provision of the Merger Plan is invalid or unenforceable, the other provisions of the Merger Plan shall remain in full force and effect. The invalid or unenforceable provision shall be deemed to have been replaced by a valid, enforceable and fair provision which comes as close as possible to the intentions of the parties at the time of the Merger Plan. The same applies in case the Merger Plan should contain any unintentional gaps. It is the express intent of the parties that the validity and enforceability of all other provisions of the Merger Plan shall be maintained and that this Section 11.4 shall not merely result in a reversal of the burden of proof.

11.5 In case of discrepancies between the German and the English version of this Merger Plan, the German version shall prevail.

#### *Creditors' rights*

##### **(1) Absorbed Company**

As far as the creditors of the Absorbed Company cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two (2) months after the day of publication of the Merger Plan or its draft, and have provided evidence that as a consequence of the Merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to, or come into existence until, fifteen (15) days after the publication of the Merger Plan or its draft in the commercial register of the Absorbed Company.

To the extent the creditors of the Absorbed Company file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Germany, from the Absorbed Company.

##### **(2) Absorbing Company**

The creditors of the Absorbing Company whose claims pre-date the date of publication of the deeds recording the Merger in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés Associations) may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two (2) months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Absorbing Company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the Merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the Merger. The Absorbing Company may cause the application to be turned

down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg from the Absorbing Company.

In accordance with article 271 of the Luxembourg Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the German texts, the German version shall prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signs together with us, the notary, the present original deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des voransehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfsechzehn, am einundzwanzigsten april, vor Maître Jacques Kessler, mit Amtssitz in Pétange, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHEINEN:

(1) Der Verwaltungsrat der Pallhuber S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée), mit Sitz in Luxemburg, mit eingetragener Anschrift in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) Luxemburg unter B 121586 (die Übernehmende Gesellschaft)

hiermit durch Sofia Afonso-Da Chao Conde, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in Pétange, aufgrund der Beschlüsse des Verwaltungsrats der Übernehmenden Gesellschaft vom 25. Januar 2016;

UND

(2) Die Geschäftsführung der Pallhuber Deutschland Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit eingetragener Geschäftsanschrift Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Deutschland und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter der HRB 195664 (die Übertragende Gesellschaft und zusammen mit der Übernehmende Gesellschaft die Verschmelzenden Gesellschaften),

hiermit durch Sofia Afonso-Da Chao Conde, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in Pétange, aufgrund der Vollmacht der Geschäftsführung der Übernehmenden Gesellschaft vom 22 Januar 2016.

Eine ordnungsgemäß durch die erschienene Partei und den instrumentierenden Notar ne varietur unterschriebene Kopie (i) der Beschlüsse des Verwaltungsrats der Übernehmende Gesellschaft, und (ii) der Vollmacht der vertretenen Übertragenden Gesellschaft bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei bittet den instrumentierenden Notar, den folgenden, vom Vorstand der Verschmelzenden Gesellschaften nach (i) den Bestimmungen des Kapitels XIV des Luxemburgischen Gesetzes über Unternehmen vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner aktuellen Fassung (LSC), (ii) den §§ 122 a ff. UmwG, und (iii) den rechtlichen Anforderungen der Richtlinie 2005/56/EC über grenzüberschreitende Verschmelzungen des Europäischen Parlaments und des Europäischen Rates vom 26. Oktober 2005, aufgestellten gemeinsamen Verschmelzungsplan (der Verschmelzungsplan) zu beurkunden,

#### **1. Verschmelzende Gesellschaften.**

1.1 Die Übernehmende Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée) mit Sitz in Luxemburg, mit eingetragener Anschrift in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) Luxemburg unter der Nummer B 121586 als übernehmende Gesellschaft.

1.2 Die Übertragende Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit Sitz in Grünwald, mit eingetragener Geschäftsanschrift Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Deutschland und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRB 195664 als übertragende Gesellschaft.

1.3 Das Stammkapital der Übertragenden Gesellschaft beträgt EUR 31.500 und ist voll einbezahlt.

1.4 Die Übernehmende Gesellschaft ist alleinige Gesellschafterin der Übertragenden Gesellschaft und hält sämtliche 31.500 Geschäftsanteile an der Übertragenden Gesellschaft mit einem Nennbetrag von je EUR 1.

1.5 Das Stammkapital der Übernehmenden Gesellschaft beträgt EUR 20.000, bestehend aus 20.000 Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von je EUR 1, und ist voll einbezahlt. Pallhuber Fine Wines Ltd. ist die alleinige Gesellschafterin der Übernehmenden Gesellschaft.

1.6 Der zum Zeitpunkt des Abschlusses des Verschmelzungsplans gültige Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft ist diesem Verschmelzungsplan als Annex 1.6 beigefügt. Der Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft wird im Rahmen dieser Verschmelzung nicht geändert.

1.7 Die Verschmelzenden Gesellschaften haben weder Arbeitnehmer noch Arbeitnehmervertretungen.

## **2. Übertragung des Vermögens und der Verbindlichkeiten.**

2.1 Die Verschmelzung soll nach den §§ 122 a ff. UmwG, den Regelungen des Kapitels XIV LSC und den rechtlichen Anforderungen der Richtlinie 2005/56/EC über grenzüberschreitende Verschmelzungen des Europäischen Parlaments und des Europäischen Rates vom 26. Oktober 2005 vollzogen werden.

2.2 Gemäß §§122 a Abs. 2, 2 Nr. 1 UmwG und Artikel 257 und 274 LSC wird das Vermögen der Übertragenden Gesellschaft als Ganzes, mit allen Rechten und Pflichten im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die Übernehmende Gesellschaft durch eine Verschmelzung durch Aufnahme unter Ausschluss der Abwicklung der Übertragenden Gesellschaft (die Verschmelzung) übertragen.

## **3. Schlussbilanz, Verschmelzungstichtag.**

3.1 Die Verschmelzung basiert auf Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften jeweils zum 31. Dezember 2015 (24:00 Uhr). Die entsprechende Bilanz der Übertragenden Gesellschaft ist ihre Schlußbilanz. Gemäß Artikel 267(1) LSG haben die Verschmelzenden Gesellschaften ausdrücklich auf die Verpflichtung Zwischenkonten der Verschmelzenden Gesellschaften zum Zwecke der Verschmelzung vorzubereiten verzichtet.

3.2 Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft erfolgt für Rechnungslegungs-, Buchhaltungs-, und Steuerzwecke am 1. Januar 2016 (00:00 Uhr) (der Verschmelzungstichtag). Vom 1. Januar 2016 (00:00 Uhr) an gelten alle Handlungen und Transaktionen der Übertragenden Gesellschaft für Rechnungslegungs- und Buchhaltungszwecke als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen, abgeschlossen und durchgeführt. Die vorgenannte Übernahme und Übertragungen werden dinglich mit Wirksamwerden der Verschmelzung gemäß Abschnitt 10 dieses Verschmelzungsplanes wirksam.

3.3 Eine Verschmelzungsprüfung und ein Verschmelzungsprüfbericht sind gemäß §§ 122f(1), 9(2), 12(3), 8(3) UmwG und Artikel 278 LSC nicht erforderlich. Gemäß Artikel 265(3) LSC, haben die Verschmelzenden Gesellschaften ausdrücklich auf die Verpflichtung einen detaillierten Bericht bezüglich der rechtlichen und wirtschaftlichen Hintergründe der Verschmelzung vorzubereiten verzichtet.

3.4 Die Alleingesellschafterin der Übernehmenden Gesellschaft und Übernehmenden Gesellschaft als alleiniger Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft haben einen Monat vor dem Tag der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft, die über die Verschmelzung entscheidet (Artikel 267 (1) LSC) Zugang zu allen in Artikel 267 (1) (a), (b) und (d) LSC aufgeführten Dokumenten in den Geschäftsräumen der Verschmelzenden Gesellschaften und können kostenfrei Fotokopien davon erhalten.

**4. Bewertung des Vermögens und der Verbindlichkeiten.** Die Übernehmende Gesellschaft übernimmt das im Rahmen der Verschmelzung von der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft zu übertragende Vermögen zum Teilwert und wird die Vermögenspositionen in der Rechnungslegung entsprechend berücksichtigen.

## **5. Gegenleistung, Barabfindung.**

5.1 Da die Übernehmende Gesellschaft die einzige Gesellschafterin der Übertragenden Gesellschaft ist, wird die Verschmelzung ohne Gegenleistung vollzogen. Es findet keine Kapitalerhöhung der Übernehmenden Gesellschaft statt. Gemäß § 122 c Abs. 3 UmwG entfällt die Angabepflicht über den Umtausch der Anteile nach § 122 c Abs. 2 Nr. 2, Nr. 3 und Nr. 5 UmwG im Verschmelzungsplan.

5.2 Ein Abfindungsgebot gemäß § 122 i Abs. 1 UmwG wird weder unterbreitet noch ist es erforderlich, da die Übernehmende Gesellschaft die einzige Gesellschafterin der Übertragenden Gesellschaft ist und entsprechend ein Gesellschafterbeschluss der Übertragenden Gesellschaft nicht erforderlich ist. Eine Barabfindung (soulte) gemäß Artikel 259 LSC wird nicht gezahlt.

## **6. Sonderrechte und Vorteile.**

6.1 Es gibt bei der Übertragenden Gesellschaft und der Übernehmenden Gesellschaft keine mit Sonderrechten ausgestatteten Gesellschafter oder Inhaber von anderen Wertpapieren als Geschäftsanteile. Entsprechend wurden keine besonderen Rechte gemäß § 122 c Abs. 2 Nr. 7 UmwG oder Artikel 261 Abs. 2 f LSC an solche Gesellschafter oder Personen gewährt oder Maßnahmen für solche Personen vorgeschlagen oder ergriffen.

6.2 Besondere Vorteile im Sinne des § 122 c Abs. 2 Nr. 8 UmwG oder Artikel 261 Abs. 2 g LSC an Sachverständige, die den Verschmelzungsplan prüfen, oder Mitglieder der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorgane der Verschmelzenden Gesellschaften wurden und werden im Rahmen der Verschmelzung nicht gewährt.

## **7. Verfahren Bezüglich der Bestimmung der Mitbestimmung der Arbeitnehmer.**

7.1 Da keine der Verschmelzenden Gesellschaften den nationalen Arbeitnehmermitbestimmungsgesetzen des Mitgliedsstaates der Europäischen Union unterfällt, in dem sie ihren eingetragenen Sitz hat, sind Verfahren bezüglich der Mitbestimmung von Arbeitnehmern gemäß Artikel 261 Abs. 4 c LSC nicht erforderlich.

7.2 Ein Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer gemäß §§ 6 ff. des Gesetzes über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung (MgVG) ist nicht notwendig, da die Übernehmende Gesellschaft nach der Verschmelzung nicht dem deutschen Arbeitnehmermitbestimmungsrecht unterfällt (§ 3 Abs. 1 MgVG).



7.3 Im Übrigen hatte kein Verfahren zur Regelung der Einzelheiten über die Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte stattgefunden (§ 122c Abs. 2 Nr. 10 UmwG, Artikel 261 Abs. 4 Lit c LSC), da keine der Verschmelzenden Gesellschaften Arbeitnehmer hat.

#### **8. Voraussichtliche Auswirkungen auf die Beschäftigung.**

8.1 Die Verschmelzung hat weder bei der Übernehmenden Gesellschaft noch bei der Übertragenden Gesellschaft Auswirkungen auf die Beschäftigung. Weder die Übernehmende Gesellschaft noch die Übertragende Gesellschaft haben Arbeitnehmer. Es gibt weder Betriebsräte noch mitbestimmte Aufsichtsräte in der Übernehmenden Gesellschaft, oder der Übertragenden Gesellschaft.

8.2 Die Geschäftsführung der Übernehmenden Gesellschaft besteht zur Zeit aus zwei (2) Geschäftsführern, Frau Caroline Hartmann und Herr Frank Matthias Przygodda. Eine Änderung der Besetzung der Geschäftsführung der Übernehmenden Gesellschaft im Rahmen der Verschmelzung ist nicht beabsichtigt.

#### **9. Zustimmung der Gesellschafter.**

9.1 Gemäß Artikel 263 Abs. 1 LSC ist die Verschmelzung von der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft zu genehmigen.

9.2 Da die Übernehmende Gesellschaft einzige Gesellschafterin der Übertragenden Gesellschaft ist, ist ein zustimmender Gesellschafterbeschluss der Gesellschafterversammlung der Übertragenden Gesellschaft gemäß § 122 g Abs. 2 UmwG und Artikel 279 Abs. 2 LSC nicht notwendig.

**10. Wirksamkeit.** Die Verschmelzung wird wirksam am Tag, an dem der Gesellschafterbeschluss der Übernehmenden Gesellschaft, der die Verschmelzung beschließt, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations bekanntgegeben wird.

#### **11. Verschiedenes.**

11.1 Die Übertragende Gesellschaft hat keinen Grundbesitz.

11.2 Sämtliche Kosten, Aufwendungen, Steuern und Gebühren im Rahmen dieses Verschmelzungsplans und seines Vollzuges werden von der Übernehmenden Gesellschaft getragen.

11.3 Die Geschäftsbücher und Aufzeichnungen der Übertragenden Gesellschaft werden am eingetragenen Geschäftssitz der Übernehmenden Gesellschaft für die gesetzlich vorgeschriebene Dauer aufbewahrt.

11.4 Sollte eine Bestimmung dieses Verschmelzungsplans unwirksam oder undurchsetzbar sein, so wird die Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit der übrigen Bestimmungen dieses Verschmelzungsplans davon nicht berührt. Die nichtige oder undurchsetzbare Bestimmung ist als durch diejenige wirksame und durchsetzbare Bestimmung ersetzt anzusehen, die dem mit der nichtigen oder nicht durchsetzbaren Bestimmung verfolgten Zweck zum Zeitpunkt des Abschlusses dieses Verschmelzungsplans am nächsten kommt. Entsprechendes gilt für den Fall, dass diese Vereinbarung eine unbeabsichtigte Regelungslücke aufweisen sollte. Es ist der ausdrückliche Wille der Vertragsparteien, dass die Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit aller anderen Regelungen beibehalten wird und dieser Abschnitt 12.4 nicht lediglich zu einer Beweislastumkehr führt.

11.5 Sollten Unterschiede zwischen der deutschen und der englischen Fassung dieses Verschmelzungsplanes bestehen, so ist nur die deutsche Fassung maßgeblich.

#### *Rechte der Gläubiger*

##### **(1) Übertragende Gesellschaft**

Soweit die Gläubiger der Übertragende Gesellschaft nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei (2) Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der Übertragende Gesellschaft entstanden sind.

Sofern die Gläubiger der Übertragende Gesellschaft ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übertragende Gesellschaft, Südliche Münchner Str. 8, 82031 Grünwald, Deutschland, eingeholt werden.

##### **(2) Übernehmende Gesellschaft**

Die Gläubiger der Übernehmende Gesellschaft, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei (2) Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Sitzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs) Sitz der Übernehmenden Gesellschaft befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit,

zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die Übernehmende Gesellschaft die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der Übernehmenden Gesellschaft eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übernehmenden Gesellschaft, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingeholt werden.

Der amtierende Notar bestätigt die Rechtmäßigkeit des Verschmelzungsplans gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere Artikel 271 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften. Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit klar, dass auf Wunsch der erschienenen Partei, das vorliegende Dokument auf Englisch erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Falls Unterschiede zwischen dem englischen und dem deutschen Text bestehen, hat auf Wunsch der erschienenen Partei die deutsche Version Vorrang.

Worüber in Pétange, am Datum wie eingangs erwähnt, ein Protokoll aufgenommen wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an der erschienenen Partei, hat die erschienene Partei zusammen mit dem amtierenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 avril 2016. Relation: EAC/2016/9851. Reçu douze euros 12,00 €

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

### Es folgt die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft:

#### STATUTS

**Art. 1. Name.** There is hereby formed a «Société à responsabilité limitée», private limited liability company under the name PALLHUBER HOLDING S.à r.l. (the «Company») governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies (the «Law»), and the law of September 18<sup>th</sup>, 1933 and of December 28<sup>th</sup>, 1992 on «Sociétés à responsabilité limitée».

**Art. 2. Object.** The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow, in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company, The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may furthermore carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which are or may be conducive to the above.

**Art. 3. Registered office.** The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg-City.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of partner(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or

with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

**Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

**Art. 5. Capital.** The capital of the Company is set at EUR 20,000 (twenty thousand Euros), represented by:

- 2,000 (two thousand) class A shares;
- 2,000 (two thousand) class B shares;
- 2,000 (two thousand) class C shares;
- 2,000 (two thousand) class D shares;
- 2,000 (two thousand) class E shares;
- 2,000 (two thousand) class F Shares;
- 2,000 (two thousand) class G shares;
- 2,000 (two thousand) class H shares;
- 2,000 (two thousand) class I shares;
- 2,000 (two thousand) class J shares;

Without nominal value.

The share capital of the Company may be increased by a resolution of the general-meeting of partner(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

**Art. 6. Shares.** Each share of the Company confers an identical voting right and each partner has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred to non-partners unless partners representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company may redeem its own shares within the limits provided by the Law and, in accordance With this article 6.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire class(es) of shares as a result of the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares, such cancellations and repurchases shall be made in the reverse numerical order, starting with class J.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in the preceding paragraph), such class of shares shall give the right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Total Cancellation Amount (as defined below and as determined by the manager or the board of managers and approved by the general meeting) and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each share of the relevant class held by them and cancelled.

The «Cancellation Value Per Share» shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the manager or the board of managers and approved by the general meeting on the basis of the relevant interim accounts, such accounts to be drawn up no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class(es) of shares. The «Total Cancellation Amount» shall be the Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares, reduced by the amount of the preferred dividend to be distributed to the holders of the other classes of shares pursuant- to article 16, unless otherwise resolved by the general meeting, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

For the purposes of this article 6, «Available Amount» shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by: (i) any freely distributable share premium (if any) and other freely distributable reserves; and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled, but reduced by (x) any losses (including carried forward losses); (y) any sums to be

placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt any double-counting).

**Art. 7. Management.** The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be partners of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of partners taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole partner, by decision of the sole partner which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of partners or to the sole partner (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

**Art. 8. Representation.** The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be partner(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

**Art. 9. Procedure.** In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

**Art. 10. Liability of the managers.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 11. General meetings of partners.** General meetings of partners are convened by the board of managers, failing which by partners representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all partners are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any partner may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be partner.

Resolutions at the meetings of partners are validly taken in so far as they are adopted by partners representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of partner(s) at a majority in number of partners representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole partner takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

**Art. 12. Annual general meeting.** An annual general meeting of partners approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

**Art. 13. Financial year.** The Company's financial year begins on the 1<sup>st</sup> January and closes on the 31<sup>st</sup> December.

**Art. 14. Annual accounts.** At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each partner may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

**Art. 15. Supervision of the company.** If the partners number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditors (commissaire), who may or may not be partner(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of partners following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of partners.

Where the thresholds of article 215 of the Law of 1989 on the commercial companies are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case maybe) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of partners or of the sole partner (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

**Art. 16. Allocation of profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of partners may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the partners proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve, it being understood that each dividend shall be allocated as follows:

(a) a preferred dividend equal to 0.25% of the nominal value of each share of class A shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class A;

(b) a preferred dividend equal to 0.30% of the nominal value of each share of class B shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class B;

(c) a preferred dividend equal to 0.35% of the nominal value of each share of class C shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class C;

(d) a preferred dividend equal to 0.40% of the nominal value of each share of class D shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class D;

(e) a preferred dividend equal to 0.45% of the nominal value of each share of class E shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class E;

(f) a preferred dividend equal to 0.50% of the nominal value of each share of class F shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class F;

(g) a preferred dividend equal to 0.55% of the nominal value of each share of class G shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class G;

(h) a preferred dividend equal to 0.60% of the nominal value of each share of class H shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class H;

(i) a preferred dividend equal to 0.65% of the nominal value of each share of class I shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class I; and

(i) a preferred dividend equal to 0.70% of the nominal value of each share of class J shall be distributed (or set aside for distribution) in respect of each share of class J; and

(j) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class, in the reverse numerical order (i.e. first class J, then if no class J shares are in existence, class I shares and in continuation until only class A shares are in existence).

**Art. 17. Interim dividends.** Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of partners, the board of managers may decide to pay interim dividends before the

end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

**Art. 18. Winding-up - Liquidation.** The general meeting of partners at the majority vote determined by the Law, or the sole partner (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the partner(s) proportionally to the shares they hold.

**Art. 19. General provision.** Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 20. Transitory measures.** Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 31<sup>st</sup> day of December 2007.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination PALLHUBER HOLDING S.à r.l. (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

**Art. 2. Objet.** L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit, en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 5. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à 20.000 EUR (vingt mille euros) représenté par:

- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe A;

- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe B;

- 2.000 (deux mille) parts sociales de classe C;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe D;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe E;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe F;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe G;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe H;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe I;
  - 2.000 (deux mille) parts sociales de classe J;
- sans valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté par une résolution de l'assemblée générale du / dès associé(s), adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts.

**Art. 6. Parts sociales.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi et en conformité avec le présent article 6.

Le capital de la Société peut être réduit par l'annulation de parts sociales, en ce compris par l'annulation d'une ou de plusieurs classe(s) de parts sociales suivant le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales de classe A émises dans cette / ces classe(s) de part sociales. En cas de rachats et d'annulations de classes de parts sociales, ces annulations et rachats seront réalisés dans l'ordre numérique décroissant, en partant des parts sociales de classe J.

En cas de réduction de capital par le rachat et l'annulation d'une classe de parts sociales (dans l'ordre prévu au paragraphe précédent), cette classe de parts sociales donnera droit à ses détenteurs, au prorata de leur participation dans telle classe de parts sociales, au Montant Total d'Annulation (tel que défini ci-dessous et tel que déterminé par le gérant ou le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale) et les détenteurs des classes de parts sociales rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque part sociale de la classe concernée détenue par eux et annulée.

La "Valeur d'Annulation par Part Sociale" est calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de parts sociales émises de la classe de parts sociales à racheter et à annuler.

Le Montant Total d'Annulation est un montant déterminé par le gérant ou le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale sur la base des comptes intermédiaires correspondants, ces comptes devant être établis pas moins de huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la / des classe(s) de parts sociales correspondante(s). Le "Montant Total d'Annulation" est le Montant Disponible au moment de l'annulation de la classe de parts sociales correspondante, moins le montant du dividende préférentiel à distribuer aux détenteurs des autres classes de parts sociales conformément à l'article 16, sauf résolution contraire prise par l'assemblée générale, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible,

Suite au rachat et à l'annulation des parts sociales des classes de parts sociales pertinentes, la Valeur d'Annulation par Part Sociale deviendra exigible et payable par la Société.

Aux fins du présent article 6, le "Montant Disponible" signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés), à augmenter de: (i) toute prime d'émission librement distribuable (s'il y en a) et autres réserves librement distribuables; et (ii) selon le cas, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la classe de parts sociales à annuler, mais diminué de (x) toutes pertes (y compris les pertes reportées); (y) toutes sommes à placer en réserve(s) non distribuable(s) en vertu de la Loi ou des Statuts, comme le prévoient les comptes intermédiaires pertinents (pour éviter tout doute, sans double comptabilisation).

**Art. 7. Gérance.** La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

**Art. 8. Représentation.** Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

**Art. 9. Procédure.** En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins, telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés, composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par ~ voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 11. Assemblées générales des associés.** Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.



**Art. 12. Assemblée générale annuelle.** Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

**Art. 13. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 14. Comptes annuels.** A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 15. Surveillance de la société.** Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs Fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 215 de la loi de 1989 sur les sociétés commerciales seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/ leurs mandat(s).

**Art. 16. Répartition des bénéfiques.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés décidera, au vote à la majorité déterminée par la Loi, de distribuer le solde aux associés proportionnellement aux parts sociales qu'ils détiennent, en tant que dividendes ou le reporter ou l'affecter à une réserve extraordinaire, étant entendu que chaque dividende sera distribué de la manière suivante:

(a) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 25% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe A sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe A;

(b) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 30% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe B sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe B;

(c) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 35% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe C sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe C;

(d) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 40% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe D sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe D;

(e) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 45% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe E sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe E;

(f) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 50% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe F sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe F;

(g) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 55% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe G sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe G;

(h) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 60% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe H sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe H;

(i) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 65% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe I sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe I;

(j) un dividende préférentiel d'un montant correspondant à 70% de la valeur nominale de chaque part sociale de classe J sera distribué (ou mis de côté pour la distribution) à l'égard de chaque part sociale de classe J; et

(k) le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière classe, dans l'ordre numérique inverse (soit d'abord aux détenteurs des parts sociales de classe J, puis si aucune part sociale de classe J n'existe, les parts sociales de classe I et ainsi de suite jusqu'aux parts sociales de classe A).

**Art. 17. Dividende intérimaire.** Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

**Art. 18. Dissolution - Liquidation.** L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou, le cas échéant, l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

**Art. 19. Disposition générale.** Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

**Art. 20. Disposition transitoire.** Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour -de la constitution pour finir le 31 décembre 2007.

POUR STATUTS CONFORMES

Enregistré à Esch/AI. A.C., le 26 AVR. 2016. Relation EAC / 2016/9851. Reçu Vingt-huit Euros

*Le Receveur.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Esch/Alzette, le 27 janvier 2012.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2016104395/787.

(160076575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

**Silver Holdings S.A., Société Anonyme,  
(anc. Oliam S.A.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 198.784.

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of February.

before us Maître Edouard Delosch, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Oliam S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, of 21 July 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2489 of 14 September 2015 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 198784 ("Oliam S.A."). The articles of incorporation of Oliam S.A. have been amended for the last time following a deed of the undersigned notary, of 26 January 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is declared open at 2:15 p.m. with Maxime Bertomeu-Savalle, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mélody Brunot, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Nicolas Baeyens, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1 To consider and, if thought fit, change the name of the company to "Silver Holdings S.A.".

2 To consider and, if thought fit, increase the share capital of Oliam S.A. by an amount of ten million one hundred fifty-nine thousand nine hundred euro (EUR 10,159,900.-) so as to raise it from its present amount of one billion four hundred five million four hundred forty-four thousand seven hundred euro (EUR 1,405,444,700.-) to an amount of one billion four hundred fifteen million six hundred four thousand six hundred euro (EUR 1,415,604,600.-).

3 To consider and, if thought fit, issue one hundred one thousand five hundred ninety-nine (101,599) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the general meeting resolving on the proposed capital increase.

4 To consider and, if thought fit, accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of ten million one hundred fifty-nine thousand eight hundred euro (EUR 10,159,800.-) by the sole shareholder of Oliam S.A., and to accept full payment in cash for these new shares.

5 To consider and, if thought fit, restate the articles of association of Oliam S.A. so as to reflect (i) the change of name of the company and (ii) the capital increase, without amending the corporate object.

(ii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list, which, signed by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders,

by the board of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the proxies of the represented shareholders, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iv) The whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary. The present meeting, representing the whole corporate capital of Oliam S.A., is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, each time unanimously, acknowledged the following:

*First resolution*

The general meeting of shareholders resolved to change the name of Oliam S.A. to "Silver Holdings S.A."

*Second resolution*

The general meeting of shareholders resolved to increase the share capital of Oliam S.A. by an amount of ten million one hundred fifty-nine thousand nine hundred euro (EUR 10,159,900.-) so as to raise it from its present amount of one billion four hundred five million four hundred fortyfour thousand seven hundred euro (EUR 1,405,444,700.-) to an amount of one billion four hundred fifteen million six hundred four thousand six hundred euro (EUR 1,415,604,600.-).

*Third resolution*

The general meeting of shareholders resolved to issue one hundred one thousand five hundred ninety-nine (101,599) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the general meeting resolving on the proposed capital increase.

*Fourth resolution*

The general meeting of shareholders acknowledged that all existing shareholders of Oliam S.A. had decided to waive their preferential subscription rights with respect to these new shares.

*Subscription - Payment*

Thereupon appeared Abu Dhabi Investment Authority, a public institution owned by the Government of Abu Dhabi, with registered office at 211 Corniche Street, PO BOX 3600, Abu Dhabi, United Arab Emirates ("ADIA"), represented by Maxime Bertomeu-Savalle, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy, signed by the proxyholder, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

ADIA declared to subscribe for one hundred one thousand five hundred ninety-nine (101,599) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) per share, with payment of a share premium in a total amount of ten million one hundred fifty-nine thousand eight hundred euro (EUR 10,159,800.-) and to fully pay up these new shares in cash.

The amount of twenty million three hundred nineteen thousand seven hundred euro (EUR 20,319,700.-) was thus as from that moment at the disposal of Oliam S.A., evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

The general meeting of shareholders resolved to accept said subscription and payment and to allot the one hundred one thousand five hundred ninety-nine (101,599) new shares to the above mentioned subscriber.

*Fifth resolution*

The general meeting of shareholders resolved to fully restate the articles of incorporation of Oliam S.A. in order to inter alia reflect the change of name of Oliam S.A., as well as the capital increase, but without amending the corporate object.

As a consequence the articles of incorporation of Oliam S.A. shall from now on read as follows:

**"Name - Object - Registered office - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société anonyme", a limited liability company ("Silver Holdings"), governed by the present articles of association (the "Articles") and by Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Commercial Companies Law").

**Art. 2.** The company's name is "Silver Holdings S.A.".

**Art. 3.** Silver Holdings' purpose is:

(i) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(ii) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses, and other property, rights and interest in property as Silver Holdings shall deem fit;

(iii) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as Silver Holdings may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(iv) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(v) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than Silver Holdings (the "Affiliated Companies") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case; even for the benefit of a lender not belonging to the Affiliated Companies);

(vi) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed;

(vii) To perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose;

(viii) To proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estates; and

(ix) Generally to do all such other things as may appear to Silver Holdings to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

**Art. 4.** Silver Holdings has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors.

The registered office of Silver Holdings may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Silver Holdings may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of directors should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of Silver Holdings at its registered office or with the case of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of Silver Holdings which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors of Silver Holdings.

**Art. 5.** Silver Holdings is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of Silver Holdings does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy, liquidation or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of Silver Holdings, nor to interfere in any manner in the management of Silver Holdings. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

### Capital - Shares

**Art. 8.** Silver Holdings' share capital is set at one billion four hundred fifteen million six hundred four thousand six hundred euro (EUR 1,415,604,600.-), represented by fourteen million one hundred fifty-six thousand forty-six (14,156,046) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, entirely paid in.

The amount of the share capital of Silver Holdings may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the requirements for amendment of the Articles.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The board of directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than 30 (thirty) days.

Notwithstanding the above, the general meeting of the shareholders or the sole shareholder (as the case may be), voting in compliance with the requirements for amendment of the Articles, may limit or withdraw the preferential subscription right.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which Silver Holdings may repurchase from its shareholder(s). to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his/her/its shareholding.

**Art. 10.** The shares will be in the form of registered shares.

The shares are freely transferable. The shares are indivisible with regard to Silver Holdings, which admits only one owner per share.

**Art. 11.** A shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class (if any) of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Silver Holdings by registered letter. Silver Holdings will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to any shareholder upon his request. Silver Holdings may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, Silver Holdings may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent to such registration of the transferor and the transferee.

**Art. 12.** Silver Holdings shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the aggregate excess purchase price does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed in reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

### **Board of directors**

**Art. 13.** Silver Holdings will be managed by a board of directors, composed of not less than 3 (three) members. If and as long as Silver Holdings has only 1 (one) shareholder, the board of directors may be comprised of 1 (one) member only. The director(s) need not be shareholders of Silver Holdings.

The director(s) shall be appointed, and his/her/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The duration of their mandate may not exceed 6 (six) years. The remuneration of the director(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any director.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) (all within the competence of the board of directors, or of the sole director (as the case may be)).

In dealing with third parties, the director, or, in case of plurality of directors, the board of directors will have all powers to act in the name of Silver Holdings in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with Silver Holdings' object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The board of directors may delegate the daily management of Silver Holdings and the representation of Silver Holdings within such management to one or more persons or committees of its choice.

The board of directors or the sole director (as the case may be), may also from time to time sub-delegate its/her/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or director(s) of Silver Holdings.

Silver Holdings shall not enter into any contract or commitment which commits Silver Holdings for a total expenditure over the terms of the contract or commitment in excess of EUR 500,000.- (five hundred thousand euro) without any such contract or commitment being approved by resolution of the sole director or the board of directors (as the case may be).

Silver Holdings shall be bound towards third parties by the sole signature of the director, or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any 2 (two) directors.

However, for amounts not exceeding EUR 500,000.- (five hundred thousand euro), Silver Holdings shall be bound by the sole signature of the director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any 2 (two) directors or, in addition, by the joint signatures of any 2 (two) persons to whom such signatory power has been delegated by the director or the board of directors (as the case may be).

The remuneration and other benefits granted to the person(s) to whom the daily management has been entrusted must be reported annually by the board of directors to the general meeting of the shareholders.

The board of directors, or the sole director (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/their agency.

**Art. 14.** In case of plurality of directors, the decisions of the directors are taken by a meeting of the board of directors.

The board of directors shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors or for such other matter as may be specified by the board of directors.

The board of directors shall meet when convened by one director.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least two 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each director by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another director as his/her/its proxy. A director may represent more than one director.

The directors may participate in a board of directors meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the directors shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the directors.

In case of plurality of directors, any meeting of the board of directors shall take place in Luxembourg and shall require the presence of at least two directors either present in person or by representative, which shall form a quorum.

Decisions of the board of directors, including the decisions pertaining to the annual accounts, are taken by the majority of at least 2 (two) directors participating in the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by 2 (two) directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at a directors' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

The resolutions adopted by the single director shall be documented in writing and signed by the single director.

**Art. 15.** Any director does not contract in his/her/its function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of Silver Holdings; as a representative of Silver Holdings, he is only responsible for the execution of his/her/its mandate.

**Art. 16.** Even after cessation of their mandate or function, any member of the board of directors shall not disclose information on Silver Holdings, the disclosure of which may have adverse consequences for Silver Holdings, unless such divulgation is required (i) by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or (ii) for the public benefit.

#### **General meetings of shareholders**

**Art. 17.** The annual general meeting of shareholders will be held on the third Friday of June at 2.00 p.m. If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

**Art. 18.** General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of directors, or the sole director (as the case may be), or the statutory auditor (if any). Such meetings must be convened if shareholders representing at least 10 (ten) percent of the share capital of Silver Holdings so require.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder. The board of directors may determine any conditions that must be fulfilled in order for a shareholder to take part in a general meeting of shareholders.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders. Shareholders, participating in a general meeting of shareholders by videoconference or any other similar means of telecommunication allowing for their identification, shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

The board of directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by 4 (four) weeks. The board of directors must adjourn a meeting if so required by shareholders representing at least 20 (twenty) percent of Silver Holdings' issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

**Art. 19.** Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Directors or, in their absence, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders shall elect (1) one scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of the shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorised to cast their vote by ballot papers ("formulaires") expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") must be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognized courier company at the registered office of Silver Holdings or by fax at the fax number of the registered office of Silver Holdings.

Any ballot paper ("formulaire») which does not bear any of the following indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of Silver Holdings and, if applicable, the number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of Silver Holdings;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by Silver Holdings no later than five (5) p.m. (Luxembourg time) on the day on which banks are generally open for business in Luxembourg immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by Silver Holdings after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

- (a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognized courier company, at the time of delivery; or
- (b) if delivered by fax: at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of all the shares issued and outstanding.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at which quorum shall be at least 1/2 (one half) of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present all

a first meeting, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Law, a 2/3 (two-thirds) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and Silver Holdings have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the bureau present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

#### **Financial wear - Balance sheet**

**Art. 20.** Silver Holdings' financial year begins on 1<sup>st</sup> January and closes on 31<sup>st</sup> December.

**Art. 21.** Each year, as of 31<sup>st</sup> December, the board of directors, or the sole director (as the case may be) will prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Law and Luxembourg accounting practice.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the general meeting of shareholders for approval.

#### **Supervision of Silver Holdings**

**Art. 22.** Except where according to the Laws, Silver Holdings' annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of Silver Holdings and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors, who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditor(s), if any, will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders, save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of Luxembourg law, only be removed for serious causes or by mutual agreement.

#### **Dividend - Reserves**

**Art. 23.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of Silver Holdings.

Every year 5 (five) percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to 1/10 (one tenth) of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such 1/10 (one tenth).

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

**Art. 24.** Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of Silver Holdings, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of directors or the sole director (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors or the sole director (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 25.** The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of Silver Holdings.

**Art. 26.** The general meeting of shareholders with the consent of at least 1/2 (half) of the shareholders holding 3/4 (three quarters) of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of Silver Holdings is closed, the liquidation proceeds of Silver Holdings will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

#### **Applicable law**

**Art. 27.** Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.”

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by Silver Holdings S.A. as a result of this deed are estimated at six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).



There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 2:30 p.m. The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le quinzième jour du mois de février,

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Oliam S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 21 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2489 du 14 septembre 2015 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 198784 («Oliam S.A.»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné, en date du 26 janvier 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 14h15 sous la présidence de Maxime Bertomeu-Savalle, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Mélody Brunot, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Nicolas Baeyens, professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour*

1 Examen de et, si jugé approprié, modification du nom de Oliam S.A. en «Silver Holdings S.A.»

2 Examen de et, si jugé approprié, augmentation du capital social de Oliam S.A. à concurrence de dix millions cent cinquante-neuf mille neuf cents euros (EUR 10.159.900,-) pour le porter de son montant actuel d'un milliard quatre cent cinq millions quatre cent quarante-quatre mille sept cents euros (EUR 1.405.444.700,-) à un montant d'un milliard quatre cent quinze millions six cent quatre mille six cents euros (EUR 1.415.604.600,-).

3 Examen de et, si jugé approprié, émission de cent un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (101.599) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit aux dividendes à partir du jour de l'assemblée générale décidant de l'augmentation de capital proposée.

4 Examen de et, si jugé approprié, décision d'accepter la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de dix millions cent cinquante-neuf mille huit cents euros (EUR 10.159.800,-) par l'associé unique de Oliam S.A., à libérer intégralement en espèces.

5 Examen de et, si jugé approprié, refonte des statuts de la Société sans modifier son objet social, afin de refléter (i) le changement de nom d'Oliam S.A. et (ii) l'augmentation de capital.

(ii) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence qui, signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire soussigné, resteront également annexées au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iv) L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, tous les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations. Cette assemblée, réunissant l'intégralité du capital social de Oliam S.A., est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale des actionnaires, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de changer le nom de Oliam S.A. en "Silver Holdings S.A.".

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social d'Oliam S.A. à concurrence de dix millions cent cinquante-neuf mille neuf cents euros (EUR 10.159.900,-) pour le porter de son montant actuel d'un milliard quatre

cent cinq millions quatre cent quarante-quatre mille sept cents euros (EUR 1.405.444.700,-) à un montant d'un milliard quatre cent quinze millions six cent quatre mille six cents euros (EUR 1.415.604.600,-).

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'émettre de cent un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (101.599) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit aux dividendes à partir du jour de l'assemblée générale décidant de l'augmentation de capital proposée.

#### *Souscription - Paiement*

Ensuite a comparu Abu Dhabi Investment Authority, une institution publique détenue par le Gouvernement d'Abu Dhabi, ayant son siège social au 211 Corniche Street, PO BOX 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis ("ADIA"), représenté par Maxime Bertomeu-Savalle en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

ADIA a déclaré souscrire de cent un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (101.599) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de dix millions cent cinquante-neuf mille huit cents euros (EUR 10.159.800,-) et libérer intégralement en espèces ces actions nouvelles.

Le montant de vingt millions trois cent dix-neuf mille sept cents euros (EUR 20.319.700,-) a dès lors été à la disposition d'Oliam S.A. à partir de ce moment, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les cent un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (101.599) actions nouvelles au souscripteur susmentionné.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de procéder à la refonte intégrale des statuts de la Société afin de refléter inter alia le changement de la dénomination sociale d'Oliam S.A. ainsi que l'augmentation de capital, mais sans modifier la clause d'objet social.

En conséquence les statuts d'Oliam S.A. auront dorénavant la teneur suivante:

#### **«Dénomination - Objet - Siège - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué une société anonyme («Silver Holdings»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

**Art. 2.** La dénomination de la société est «Silver Holdings S.A.».

**Art. 3.** L'objet de Silver Holdings est

(1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

(2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme Silver Holdings le jugera utile;

(3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que Silver Holdings jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

(4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

(5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre ou toute société appartenant au même groupe de sociétés que Silver Holdings (les «Sociétés Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers aux Sociétés Affiliées);

(6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

(7) Réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet;

(8) Acquérir, gérer, développer, vendre et louer tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, accomplir toutes opérations liées au dit bien immobilier à l'exception de celles réservées aux marchands de biens; et

(9) De manière générale faire toute chose apparaissant à Silver Holdings comme participant de l'accomplissement de l'objet de Silver Holdings tel que susmentionné.

**Art. 4.** Silver Holdings a son siège social dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Le siège social de Silver Holdings pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Silver Holdings pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de Silver Holdings à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de Silver Holdings laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration de Silver Holdings.

**Art. 5.** Silver Holdings est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite, la liquidation ou la déconfiture d'un des actionnaires ne mettent pas fin à Silver Holdings.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des actionnaires ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de Silver Holdings, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

### Capital - Actions

**Art. 8.** Le capital social de Silver Holdings est fixé à un montant d'un milliard quatre cent quinze millions six cent quatre mille six cents euros (EUR 1.415.604.600,-), représenté par quatorze millions cent cinquante-six mille quarante-six (14.156.046) actions, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, entièrement libérées.

Le montant du capital social de Silver Holdings peut être augmenté ou diminué par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (comme cela pourrait être le cas) adoptée sous les conditions requises pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants en proportion de la part d'actions qu'ils détiennent dans le capital.

Le conseil de direction devra déterminer la période durant laquelle le droit préférentiel de souscription pourra être exercé. Cette période ne peut être moins de 30 (trente) jours.

Indépendamment de ce qui précède, l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (comme cela pourrait être le cas), votant en conformité avec les conditions requises pour toute modification des Statuts, pourrait limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription.

En complément du capital émis, un compte de prime d'émission peut être ouvert auquel toute prime d'émission payée sur toute action en plus de sa valeur nominale est transférée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé pour payer toute action que Silver Holdings pourrait racheter à son (ses) actionnaire(s), pour compenser toute perte réalisée nette, pour effectuer des distributions à l'actionnaire (aux actionnaires) sous forme de dividende ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décision et chaque actionnaire a un nombre de droit de vote proportionnel au nombre d'actions qu'il détient.

**Art. 10.** Les actions seront nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Les actions sont indivisibles à l'égard de Silver Holdings, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

**Art. 11.** Un registre des actionnaires, qui pourra être consulté par tout actionnaire, sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions (s'il y en a), l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les cessions des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à Silver Holdings par lettre recommandée. Silver Holdings sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. Silver Holdings peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondés de pouvoir ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, Silver Holdings peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

**Art. 12.** Silver Holdings est autorisée à racheter ses propres actions.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) dans les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque actionnaire de la même classe en proportion de leur participation dans le capital social ou de la classe d'actions concernée représentée par leurs actions.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des actions rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat total n'excède pas le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les actions rachetées seront annulées par réduction du capital social.

**Art. 13.** Silver Holdings est gérée par un conseil d'administration composé de 3 (trois) membres au moins. Si et aussi longtemps que Silver Holdings ne comptera que 1 (un) actionnaire, le conseil d'administration pourra être composé d'un seul membre. Le(s) administrateur(s) n'est/ne sont pas obligatoirement actionnaire(s) de Silver Holdings.

Le(s) administrateur(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'actionnaire unique (selon le cas). La durée de leur mandat ne pourra excéder 6 (six) ans. La rémunération du/des administrateur(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

Le(s) administrateur(s) peut/peuvent être révoqués) ou remplacé(s) ad nutum à tout moment avec ou sans justification par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par une décision de l'actionnaire unique (selon le cas).

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, l'administrateur ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de Silver Holdings et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de Silver Holdings, ainsi que la représentation de Silver Holdings en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) ad hoc qui n'est pas/ne sont pas nécessairement actionnaires) ou administrateur(s) de Silver Holdings.

Aucun contrat ou engagement liant Silver Holdings supérieur à 500.000,-EUR (cinq cent mille euros) ne pourra être conclu ou pris sans avoir été approuvé par des résolutions de l'administrateur ou du conseil d'administration (selon le cas).

Silver Holdings sera engagée par la signature de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de 2 (deux) administrateurs.

Néanmoins, pour tout montant inférieur à 500.000,- EUR (cinq cent mille euros), Silver Holdings sera engagée par la signature de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de 2 (deux) administrateurs ou, en outre, par la signature conjointe de 2 (deux) personnes à qui l'administrateur unique ou le conseil d'administration (selon le cas) aura délégué le pouvoir de signature.

La rémunération et les autres avantages accordés au(x) personne(s) auxquelles la gestion journalière de Silver Holdings a été confiée devront être rapportés annuellement par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

**Art. 14.** En cas de pluralité d'administrateurs, les décisions des administrateurs sont prises en réunion (lu conseil d'administration).

Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant. Le président présidera toutes réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé dans cette intention. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil d'administration ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque réunion du conseil d'administration; des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil d'administration.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Tout administrateur de Silver Holdings peut assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment, sous condition qu'il n'y a jamais une majorité d'administrateurs participant de cette façon depuis la même juridiction étrangère.

Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas de pluralité d'administrateurs, les réunions du conseil d'administration se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence d'au moins deux administrateurs en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

Les décisions du conseil d'administration, y compris celles se rapportant aux comptes annuels, sont adoptées à la majorité d'au moins deux administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par deux administrateurs.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les administrateurs auront le même effet que les résolutions prises en conseil d'administration.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, télécopie, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Les résolutions adoptées par l'administrateur unique doivent être documentées par écrit et signées par l'administrateur unique.

**Art. 15.** Tout administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de Silver Holdings; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 16.** Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du conseil d'administration ne devra pas dévoiler des informations sur Silver Holdings dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par (i) une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou (ii) l'intérêt du public.

### Assemblée générale des actionnaires

**Art. 17.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le troisième vendredi de juin à 14 (quatorze) heures. Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Toute autre assemblée générale des actionnaires peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

**Art. 18.** Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées et les résolutions écrites des actionnaires sont proposées par le conseil d'administration, ou par l'administrateur unique (selon le cas) ou le commissaire (s'il en existe). Les assemblées générales doivent être convoquées sur la demande des actionnaires représentant au moins 10% (dix pour cent) du capital social de Silver Holdings.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié, un tiers qui peut ne pas être actionnaire. Le conseil d'administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation d'un actionnaire aux assemblées générales des actionnaires.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires. Les actionnaires participant à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou toute autre méthode de télécommunication similaire permettant leur identification, seront considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces méthodes de télé-

communication doivent satisfaire à toutes les exigences techniques afin de permettre la participation effective à l'assemblée et les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de manière continue.

Le conseil d'administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale des actionnaires à 4 (quatre) semaines. Le conseil d'administration doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins 20% (vingt pour cent) du capital émis de Silver Holdings.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà adoptée.

L'assemblée générale des actionnaires prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

**Art. 19.** Toute assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président ou par une personne désignée par le conseil d'administration ou, en leur absence, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire. L'assemblée générale des actionnaires élit 1 (un) scrutateur parmi les actionnaires participant à l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à exprimer leurs votes au moyen de formulaires rédigés en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de Silver Holdings ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de Silver Holdings.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum:

- nom et siège social et/ou résidence de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de Silver Holdings et, si nécessaire, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire concerné dans le capital social de Silver Holdings;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée; et
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par Silver Holdings au plus tard à 17 (dix-sept) heures, heure de Luxembourg, le jour ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par Silver Holdings après cette date limite ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, à l'heure de la remise; ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Les résolutions des assemblées des actionnaires ou les résolutions proposées par écrit aux actionnaires ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les actionnaires représentant au moins 1/2 (la moitié) de toutes les actions émises.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou de la première consultation, les actionnaires sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit le nombre d'actions représentées.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à laquelle le quorum sera au moins 1/2 (la moitié) de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Afin d'adopter les résolutions proposées, et sauf disposition contraire des Lois, une majorité des 2/3 (deux tiers) des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés est exigée à cette assemblée générale.

Un actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'actionnaire unique et Silver Holdings doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par les membres du bureau et peuvent être signés par tous les actionnaires ou mandataires d'actionnaires qui en font la demande.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 20.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 21.** Chaque année, au 31 décembre, le conseil d'administration, ou l'administrateur unique (selon le cas) prépare les comptes annuels et/ou les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et à la pratique comptable luxembourgeoise.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

### Surveillance de Silver Holdings

**Art. 22.** Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de Silver Holdings doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de Silver Holdings et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, devront être contrôlés par un ou plusieurs commissaires, qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaires.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a, seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires, à l'exception des réviseurs d'entreprises agréés qui peuvent seulement, par dispositions du droit luxembourgeois, être révoqués pour motifs graves ou d'un commun accord.

### Dividendes - Réserves

**Art. 23.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de Silver Holdings.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint 1/10 (un dixième) du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais seront à nouveau obligatoire si la réserve légale redevient inférieure à ce seuil de 10% (dix pour cent).

L'assemblée des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi, ou l'actionnaire unique (selon le cas) peuvent décider à tout moment qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les actionnaires au titre de dividendes au prorata de leur participation dans le capital de Silver Holdings ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

**Art. 24.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des actionnaires de Silver Holdings ou l'actionnaire unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil d'administration ou de l'administrateur unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil d'administration, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 25.** L'assemblée générale des actionnaires, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'actionnaire unique (selon le cas) peut décider de la dissolution et la liquidation de Silver Holdings.

**Art. 26.** L'assemblée générale des actionnaires avec l'approbation d'au moins la moitié des actionnaires détenant 3/4 (trois-quarts) du capital social, devra désigner un ou plusieurs liquidateur(s) personne(s) physique(s) ou morale(s) et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs ainsi que leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de Silver Holdings seront attribués aux actionnaires au prorata des actions qu'ils détiennent.

### Loi applicable

**Art. 27.** Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.»

### Évaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par Silver Holdings S.A. en raison du présent acte sont évalués à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.30 heures.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. BERTOMEU-SAVALLE, M. BRUNOT, N. BAEYENS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5329. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Référence de publication: 2016072990/761.

(160037211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

**M7 Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 148.073.

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of April.

Before the undersigned, Maître Jacques Kessler, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CDS Holdco V S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) (the "Shareholder"),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address at Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The Shareholder is the sole shareholder of M7 Group S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 2, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg incorporated by a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 25 August 2009, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial C") on 2 October 2009 number 1920 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 148.073 (the "Absorbing Company" or the "Company").

The articles of association of the Absorbing Company have not been amended since that date.

II.- That the Absorbing Company is the sole shareholder of M7A Group S.A., a Luxembourg public company limited by shares (société anonyme), having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.322 (the "First Absorbed Company").

III.- That the First Absorbed Company is the sole shareholder of M7 Deutschland GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung governed by the laws of Germany, having its registered office at Im Mediapark 8A, 50670 Cologne, Germany and registered with the Commercial Register of the local court (Amtsgericht) of Cologne under number HRB 52977 (the "Second Absorbed Company").

IV.- It is intended to merge the First Absorbed Company and the Second Absorbed Company into the Absorbing Company (the Absorbing Company together with the First Absorbed Company and the Second Absorbed Company being referred to as the "Merging Companies"), whereby the First Absorbed Company and the Second Absorbed will cease to exist, and their entire assets and liabilities will be transferred to the Absorbing Company (the "Merger").

V.- That all the shares representing the whole share capital of the Absorbing Company, are represented so that the Shareholder of the Absorbing Company can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholder of the Absorbing Company expressly states having been duly informed beforehand.

VI.- That the provisions of the Luxembourg Law on Commercial Companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") regarding the cross-border mergers have been fulfilled:

- Publication on 11 January 2016 of the Merger Project (as defined below) in the Mémorial C number 67 in Luxembourg and in the Local Court of Cologne on 28 December 2015 in Germany, corresponding to at least one month before the date of this extraordinary general meeting;

- Drawing up of a written report by the management body of each of the Merging Companies explaining the Merger Project; and

- Deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Merging Companies at least one month before the date of this extraordinary general meeting.

VII.- That the agenda of the meeting is the following:



1. Waiving of notice right;
2. Acknowledgement of the Merger Project and the explanatory report to be approved;
3. Approval of the Merger; and
4. Miscellaneous After the foregoing was approved, the Shareholder declared the following:

*First resolution:*

The Shareholder waived its rights to the prior notice of the current meeting; the Shareholder acknowledged being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agreed to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

The Shareholder declared that it has knowledge of the common draft terms of merger agreed between the Merging Companies (the "Merger Project").

The Merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the First Absorbed Company and the Second Absorbed, without exception and reserves, to the Absorbing Company.

*Merger Project*

The Shareholder noted that the management body of each of the Merging Companies entered into the Merger Project on 21 December 2015, under private seal.

The Shareholder further noted that the Merger Project was published in the Mémorial C, number 67 on 11 January 2016 in accordance with Article 262 of the 1915 Law and in the Local Court of Cologne on 28 December 2015 in accordance with §§ 122 a and subs. UmwG (the "German Law").

*Explanatory report of the Merging Company*

The Shareholder noted that the management body of each of the Merging Companies has adopted and executed an explanatory merger report explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, in accordance with Article 265 of the 1915 Law and the German Law.

*Public documentation*

In accordance with Article 267 of the 1915 Law, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of the Merging Companies at their registered office at least one month before the date of this extraordinary general meeting.

*Third resolution:*

After the foregoing was approved by the Shareholder of the Company, the Shareholder resolved to approve the Merger, as described in the Merger Project in all its provisions and its entirety, without exception and reserves.

The Shareholder further resolved to realize the Merger by transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the First Absorbed Company and the Second Absorbed Company, to the Absorbing Company.

The Merger shall become effective between the Merging Companies and towards third parties upon the publication of this notarial deed in the Mémorial C, which shall be carried out on or around 18 April 2016 (the "Effective Date"). From an accounting standpoint, the Merger will be effective as from 1<sup>st</sup> January 2016.

As of the Effective Date, the Absorbed Company will cease to exist and its assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Luxembourg law.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le onzième jour du mois d'avril.

Par devant le soussigné, Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CDS Holdco V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis à 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'«Actionnaire»),

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle sis à Pétinge, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'Actionnaire est l'actionnaire unique de M7 Group S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis à 2, rue Albert Borschette, L- 1246 Luxembourg, constituée par un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire public résidant à Luxembourg, le 25 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C») le 2 octobre 2009 numéro 1920 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.073 (la «Société Absorbante» ou la «Société»).

Les statuts de la Société Absorbante n'ont pas été modifiés depuis cette date.

II.- Que la Société Absorbante est l'associé unique de M7A Group S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 2, rue Albert Borschette, L- 1246 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.322 (la «Première Société Absorbée»).

III.- Que la Première Société Absorbée est l'actionnaire unique de M7 Deutschland GmbH, une Gesellschaft mit beschränkter Haftung régie par le droit allemand, ayant son siège social sis à Im Mediapark 8A, 50670 Cologne, Allemagne, enregistrée auprès du Registre Commercial du Tribunal Local (Amtsgericht) de Cologne sous le numéro HRB 52977 (la «Seconde Société Absorbée»).

IV. Il est envisagé de fusionner la Première Société Absorbée et la Seconde Société Absorbée dans la Société Absorbante (la Première Société Absorbée et la Seconde Société Absorbée ensemble avec la Société Absorbante étant désignées comme les «Sociétés Fusionnantes»), à la suite de quoi la Première Société Absorbée et la Seconde Société Absorbée cesseront d'exister et l'intégralité de leurs actifs et passifs sera transférée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

V. Que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbante, sont représentées de sorte que l'Actionnaire de la Société Absorbante peut valablement se prononcer sur les points à l'ordre du jour duquel l'Actionnaire de la Société Absorbante déclare expressément avoir été préalablement informé.

VI. Que les dispositions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi de 1915») concernant les fusions transfrontalières ont été remplies:

- Publication le 11 janvier 2016 du Projet de Fusion (tel que définit ci-dessous) au Mémorial C numéro 67 et auprès du Tribunal Local de Cologne en Allemagne le 28 décembre 2015, à savoir au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire;

- Rédaction d'un rapport écrit par les organes de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes expliquant le Projet de Fusion; et

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi de 1915 au siège social des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

VII.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation préalable;
2. Prise d'acte du Projet de Fusion et du rapport explicatif devant être approuvé;
3. Approbation de la Fusion; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Actionnaire, ce dernier déclare:

*Première résolution:*

L'Actionnaire a renoncé à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; L'Actionnaire a reconnu avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et a considéré avoir été valablement convoqué et en conséquence a accepté de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Actionnaire dans délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Seconde résolution:*

L'Actionnaire a déclaré qu'il avait connaissance du projet commun de fusion relatif à la Fusion arrêté entre les Sociétés Fusionnantes.

La Fusion sera effectuée par l'apport de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Première Société Absorbée et de la Seconde Société Absorbée, sans exception ni réserve, à la Société Absorbante.

*Projet de Fusion*

L'Actionnaire a noté que l'organe de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes a signé le Projet de Fusion le 21 décembre 2015, sous seing privé.

L'Actionnaire a en outre noté que le Projet de Fusion a été publié au Mémorial C, numéro 67 le 11 janvier 2016 conformément à l'Article 262 de la Loi de 1915 et au Tribunal Local de Cologne le 28 décembre 2015 conformément aux §§ 122 a et suiv. UmwG (la "Loi Allemande").

*Rapport explicatif des Sociétés Fusionnantes*

L'Actionnaire a noté que l'organe de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes a adoptée et signée un rapport explicatif de la fusion expliquant et décrivant les raisons économiques et légales du Projet de Fusion, conformément à l'Article 265 de la Loi de 1915 et à la Loi Allemande.

*Documentation Publique*

Conformément à l'Article 267 de la Loi de 1915, la documentation légale relative à la Fusion a été mise à disposition des actionnaires des Sociétés Fusionnantes pour inspection à leur siège social au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

*Troisième résolution:*

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Actionnaire, l'Actionnaire a décidé d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet de Fusion et publié au Mémorial C numéro 67 le 11 janvier 2016, dans toutes ses dispositions et en son intégralité, sans exception ni réserves.

L'Actionnaire a en outre décidé de réaliser la Fusion par le transfert de la totalité des actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Première Société Absorbée et de la Seconde Société Absorbée à la Société Absorbante.

La Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes et vis-à-vis des tiers à la date publication de cet acte notarié au Mémorial C, qui sera effectuée le, ou aux environs du 18 avril 2016 (la «Date Effective»). D'un point de vue comptable, la Fusion prendra également effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

A la Date Effective, la Première Société Absorbée et la Seconde Société Absorbée cesseront d'exister et leurs actifs et passifs seront transférés par effet de la loi à la Société Absorbante en vertu du transfert universel de patrimoine.

Le notaire soussigné certifie par la présente l'existence et la légalité de la Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à la loi luxembourgeoise.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour fixé au début de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la personne comparante, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne comparant à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 avril 2016. Relation: EAC/2016/8749. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016103485/192.

(160074078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2016.

**Equity Solutions Europe 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 188.858.

In the year two thousand sixteen,

on the twenty-eighth day of the month of April.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

Mrs Alexie ARNOULD, employee, with professional address at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, acting in her capacity as a special attorney of the Sole Manager (Managing General Partner) of the company "Equity Solutions Europe 1 S.C.A." (the "Company"), a "société en commandite par actions", established and having its registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies

Register under section B number 188 858, incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 15 July 2014, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, (the “Mémorial”), on 24 September 2014, number 2577 and page 123684, and the Articles of Incorporation of which were amended for the last time by a notarial deed enacted on 30 July 2014, published in the Mémorial, on 08 October 2014, number 2806 and page 134661,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions of the Company's Manager (Managing General Partner) dated 24 March 2016, a copy of which, after been signed “ne varietur” by the appearing attorney and the undersigned notary, shall remain annexed to the present for registration purpose (the “Resolutions”).

The appearing attorney, acting in her above stated capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I.- Pursuant to Article FIVE (5) of the Company's Articles of Incorporation, the subscribed corporate and issued share capital of the Company is presently set at thirty-four thousand one hundred and seventy-five Euro (34'175.- EUR) divided into:

- one (1) Management Share, and
- thirty-four thousand one hundred and seventy-four (34'174) Ordinary Shares, all having a nominal value of one Euro (1.- EUR) per Share.

II.- Pursuant to Article SIX (6) of the Company's Articles of Incorporation, the Company's authorised capital is set at twenty million Euro (20'000'000.- EUR) and is represented by twenty million (20'000'000) Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

III.- Pursuant to the Company's Articles of Incorporation, the Company's Manager has been authorised to increase the Company's subscribed share capital within the limits of the authorised capital and to amend said Article SIX (6) of the Articles of Incorporation so as to reflect the increase of capital.

IV.- The Company's Manager (Managing General Partner), in the Resolutions, and in accordance with the authorization conferred to it pursuant to Article SIX (6) of the Company's Articles of Incorporation, resolved to increase the subscribed corporate capital by the amount of eight million three hundred fifty thousand Euro (8'350'000.- EUR) in order to raise it from its current amount of thirty-four thousand one hundred and seventy-five Euro (34'175.- EUR) to an amount of eight million three hundred eighty-four thousand one hundred and seventy-five Euro (8'384'175.- EUR) by issuing eight million three hundred fifty thousand (8'350'000) new Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) per share, having the same rights attached as the existing Ordinary Shares.

V.- Pursuant to the same Article SIX (6) of the Company's Articles of Incorporation, the Company's Manager further resolved to waive to the extent necessary the preferential subscriptions rights reserved to the existing shareholders and to accept the subscriptions on 24 March 2016 of all eight million three hundred fifty thousand (8'350'000) new Ordinary Shares by the subscriber as moreover mentioned and detailed in the Resolutions.

VI.- All these new Ordinary Shares have been entirely subscribed and entirely paid by the same subscribed referred to as stated in point V.- here above, by a contribution in cash, with value 24 March 2016, so that the aggregate amount paid in cash of eight million three hundred fifty thousand Euro (8'350'000.- EUR) was credited on the Company's bank account as it has been proved to the undersigned notary.

The total contribution of eight million three hundred fifty thousand Euro (8'350'000.- EUR) will be allocated to the issued share capital of the Company.

VII.- As a consequence of the above mentioned increase of the subscribed share capital, Article FIVE (5) of the Articles of Incorporation is therefore amended and shall forthwith read as follows:

**Art. 5.** “The issued subscribed share capital of the Company is set at eight million three hundred eighty-four thousand one hundred and seventy-five Euro (8'384'175.- EUR) divided into:

- one (1) Management Share, and
- eight million three hundred eighty-four thousand one hundred and seventy-four (8'384'174) Ordinary Shares, all having a nominal value of one Euro (1.- EUR) per Share, and fully paid up.”

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document, are estimated at approximately four thousand euro.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing attorney, said appearing attorney signed together with Us, undersigned notary, the present original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize,

le vingt-huit avril.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),  
est apparue:

Madame Alexie ARNOULD, employé privé, avec adresse professionnelle au 2-8, Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale de l'Associé Gérant Commandité de la société «Equity Solutions Europe 1 S.C.A.» (la «Société»), une société en commandite par actions, établie et ayant son siège social au 2-8, Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 188 858, constituée suivant un acte notarié dressé en date du 15 juillet 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, (le «Mémorial»), le 24 septembre 2014, sous le numéro 2577 et page 123684, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié reçu le 30 juillet 2014, publié au Mémorial, en date du 08 octobre 2014, sous le numéro 2806 et page 134661,

en vertu des pouvoirs lui conférés par les résolutions de l'Associé Gérant Commandité, prises en date du 24 mars 2016 dont la copie, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement (les «Résolutions»).

Laquelle mandataire, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- En vertu de l'article CINQ (5) des statuts de la Société, le capital social souscrit et émis de la Société est fixé à trente-quatre mille cent soixante-quinze Euros (34'175.- EUR) divisé en:

- une (1) Action de Commandité,
- trente-quatre mille cent soixante-quatorze (34'175) Actions Ordinaires,  
toutes ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) par Action.

II.- En vertu de l'Article SIX (6) des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé à vingt millions d'Euros (20'000'000.- EUR) et est représenté par vingt millions (20'000'000) d'Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) chacune.

III.- En vertu des statuts de la Société, l'Associé Gérant Commandité de la Société a été autorisé à augmenter le capital souscrit dans les limites du capital autorisé et à modifier l'Article SIX (6) des Statuts de manière à refléter l'augmentation de capital.

IV.- L'Associé Gérant Commandité de la Société, dans les Résolutions, et en conformité des pouvoirs lui conférés en vertu de l'article SIX (6) des Statuts de la Société, a décidé d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de huit millions trois cent cinquante mille Euros (8'350'000.-EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente-quatre mille cent soixante-quinze Euros (34'175.- EUR) à un montant de huit millions trois cent quatre-vingt-quatre mille cent soixante-quinze Euros (8'384'175.- EUR) et d'émettre huit millions trois cent cinquante mille (8'350'000) nouvelles Actions Ordinaires, ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) par action et ayant les mêmes droits que les Actions Ordinaires existantes.

V.- En vertu du même l'Article SIX (6) des statuts de la Société, l'Associé Gérant Commandité de la Société a également décidé de supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants dans la mesure du nécessaire et a admis les souscriptions le 24 mars 2016 de toutes les huit millions trois cent cinquante mille (8'350'000) Actions Ordinaires par le souscripteur tel que ce dernier est plus amplement spécifié et détaillé dans les Résolutions.

VI.- Toutes ces nouvelles Actions Ordinaires ont été entièrement souscrites et entièrement libérées par le même souscripteur tel que mentionné au point V.- ci-avant par un apport en cash, valeur 24 mars 2016, de sorte que la somme totale payée d'un montant de huit millions trois cent cinquante mille Euros (8'350'000.- EUR) a été créditée sur le compte bancaire de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

L'apport total de huit millions trois cent cinquante mille Euros (8'350'000.- EUR) sera alloué au capital souscrit de la Société.

VII.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital souscrit, l'Article SIX (5) des Statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 5.** «Le capital social souscrit et émis de la Société est fixé à huit millions trois cent quatre-vingt-quatre mille cent soixante-quinze Euros (8'384'175.- EUR) divisé en:

- une (1) Action de Commandité, et
- huit millions trois cent quatre-vingt-quatre mille cent soixante-quatorze (8'384'174) Actions Ordinaires,  
toutes ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) par action et entièrement libérées.»

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à environ quatre mille Euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, la personne comparante prémentionnée a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. ARNOULD, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 avril 2016. Relation: EAC/2016/10302. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): SANTIONI.*

Référence de publication: 2016104103/136.

(160075327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

**Ivaldi Master SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.325.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-ninth day of April,  
before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,  
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of Ivaldi Master SICAV-FIS, a Société Anonyme qualified as Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154325, incorporated pursuant to a deed received by Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, dated 13 July 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1529 on 27 July 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since.

The meeting is declared open at 4:00 p.m. by Mrs Laurence Kreicher, employee, with professional address in Bertrange, in the chair,

who appointed Mrs Carole Beninger, employee, with professional address in Bertrange, as secretary.

The meeting elected Mrs Carole Beninger, employee, with professional address in Bertrange, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairperson called upon the notary to record the following:

I. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which signed by the shareholders, the proxyholder of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to the presented deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. Pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and thus waive any convening formalities.

III. The present meeting is consequently regularly constituted and may deliberate upon the item on the Agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

*Agenda*

Decision to transfer the registered office of the Company from its current address in Bertrange to Luxembourg (2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg) and subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of the shareholders, after deliberation, voted on the following sole resolution:

V. That the Shareholders then unanimously take the following sole resolution:

*Sole resolution*

The Meeting resolves to transfer the registered office of the Company from its current address in Bertrange to the municipality of Luxembourg-city (to the following address: 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg) and subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company.

Consequently, the Meeting resolves to modify the respective article 2 of the articles of association which shall then read as following:

**“ Art. 2. Registered Office.**

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-city, Grand Duchy of Luxembourg, by a resolution of the board of directors of the Company (the Board). The registered office can be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders meeting deliberating in accordance with the voting and quorum requirements as required by Luxembourg law in case of amendment of the articles of association.

2.2 The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.”.

There being no further business, the meeting is terminated at 4:30 p.m.

*Expenses*

The costs, expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present shareholders meetings are estimated at one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Bertrange on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their name, surnames, civil status and residence, they signed together with us notary this original deed.

Signé: L. KREISCHER, C. BENINGER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/14422. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 mai 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016105018/75.

(160076569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

**Société Immobilière New South S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 80.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Référence de publication: 2016085529/10.

(160052690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

**A Finans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 179.087.

Les comptes annuels au 30 juin 2015, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016085626/11.

(160053290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

**Volte S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 183.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085595/9.

(160052792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**Queensgate Carry Partner, Société en Commandite simple.**

**Capital social: GBP 170,96.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 167.702.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016*

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance en date du 22 février 2016 que:

le siège social de la Société a été transféré du 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg au 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg et ce avec effet au 29 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Langham Hall Luxembourg Sarl

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016073030/17.

(160037075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

---

**Advantage Financial S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 139.545.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mai 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1724 du 12 juillet 2008.

Les comptes annuels 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

*Pour Advantage Financial S.A.*

Liudmila Gorodnikova

Référence de publication: 2016085632/14.

(160053334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Société Familiale d'Investissements, Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 94.097.

Les statuts coordonnés au 22/02/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/03/2016.

Me Cosita Delvaux

*Notaire*

Référence de publication: 2016073674/12.

(160037742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

---